MARSEILLE: LA COLERE DES PARIAS (P.8)

l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
3 février 1976

No 421
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Le 22è Congrès du PCF

MARCHAIS CONTRE MARX ET LENINE

C'est mercredi que s'ouvrira le XXIIè Congrès du PCF. Sa préparation aura été marquée par deux faits.

Premièrement par l'abandon officiel de la notion de dictature du prolétariat. Il y a certes bien longtemps que, dans les faits, le PCF a cessé de combattre pour cet objectif révolutionnaire. Mais, pour tromper son monde, pour conserver un semblant de fidélité à Marx et Lénine, il avait gardé la formule comme une caution. Il conservait ainsi une apparence communiste, une référence marxiste. En proclamant qu'il rejette la dictature du prolétariat, Marchais contribue à éclaircir un peu plus les choses, à mieux faire apparaître le vrai visage du PCF. Il montre que ce parti n'a plus rien du tout de marxiste. Lénine disait en effet de la dictature du prolétariat qu'elle constituait le fond même du marxisme et que celui-là seul était marxiste qui reconnaissait la nécessité de la dictature du prolétariat.

Il montre encore que ce parti est un parti bourgeois. Comme tous les autres partis bourgeois existant ou ayant existé, son objectif est de s'installer au gouvernement, à la tête de cet État bourgeois fait pour dominer la classe ouvrière et le peuple. Il rivalise avec les autres partis afin d'accéder à la direction de l'État et veut se servir des travailleurs comme masse de manœuvre pour l'aider à atteindre ce but. Tout ce qu'il recherche c'est de pouvoir utiliser la police, les tribunaux, les prisons, l'armée dans son propre intérêt contre les masses. Les communistes authentiques combattent eux pour la destruction du vieil État capitaliste, permettant l'exploitation des travailleurs et pour l'édification d'un nouvel État au service des travailleurs et entre leurs mains.

Deuxièmement, la préparation de ce XXIIè Congrès aura été également marquée par le développement de quelques contradictions avec l'URSS. Le PCF voudrait donner l'image d'un parti démocratique, garant des libertés. Pour cela il a bien fallu que Marchais semble condamner les aspects les plus connus de la dictature fasciste qui règne en URSS. Comment pourrait-il donner le change s'il se taisait devant les camps de concentration et les asiles psychiatriques ? Marchais n'aura jamais autant parlé de *«socialisme à la française»* qu'au cours de ces dernières semaines. C'est tout simplement parce que dans notre pays personne ne veut de ce prétendu socialisme tel qu'il existe en URSS. Les dirigeants du PCF ont tout fait pour enjoliver l'URSS de Brejnev mais ils ont échoué. Aussi a-t-il fallu qu'ils fassent semblant d'être en désaccord avec le social-fascisme qui y règne.

Ils voudraient également donner l'image d'un parti indépendant de l'URSS pour mieux dissimuler que sur toutes les questions essentielles ils agissent conformément aux intérêts de la superpuissance soviétique et favorisent ses ambitions.

Pour conclure, voici un fait qui en dit long sur le vrai visage du PCF. A la faculté de Villetaneuse, dont il assume la direction, une grève du personnel a lieu depuis plusieurs semaines. Samedi, un commando du PCF a violemment agressé un travailleur, membre de la CGT, qui a dû être hospitalisé. Imaginez ce que cela serait si l'État était à leur disposition...

Face au colonialisme français

LES COMORES FONT APPEL A L'ONU

Le chef de l'État des Comores, Ali Soilihi, a demandé vendredi au président du Conseil de sécurité de l'ONU la réunion d'urgence du conseil pour prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde de l'intégrité territoriale des Comores.

C'est en effet le 8 février que le colonialisme français doit organiser une parodie de référendum dans l'île de Mayotte, destiné à donner un semblant de légitimité au maintien de la domination française sur cette partie du territoire national des Comores.

Dans l'île de Mayotte, le colonialisme prépare activement ce référendum en recourant à la répression contre les patriotes luttant pour l'intégrité des Comores. Un grand nombre d'entre eux ont été expulsés de l'île. Tout cela afin de pouvoir, le moment venu, faire croire à «l'attachement de la population de Mayotte à la France».

Le gouvernement des Comores a également décidé d'envoyer à Mayotte une mission afin de se rendre compte de la situation de ses compatriotes. Elle sera accompagnée de plusieurs jeunes patriotes qui ont été expulsés de l'île. Les habitants de celle-ci sont appelés à prendre contact avec cette délégation. Le gouvernement comorien montre ainsi sa volonté de s'opposer avec fermeté aux manœuvres colonialistes.

A Vallourec

LA LUTTE SE POURSUIT

Mardi 27 janvier les travailleurs ont occupé les bureaux de la direction pendant une heure. Ils étaient déterminés à poursuivre cette action mais les dirigeants de la CGT ont finalement laissé repartir Rolland (le directeur de l'usine) sous prétexte qu'il avait une réunion !

Mercredi 28 toutes les usines du trust ont débrayé par solidarité avec la grève de leurs camarades de Noisy.

Vendredi un rassemblement s'est tenu devant le siège de l'entreprise à Paris.

Devant la détermination des travailleurs, aussi bien la direction que les dirigeants révisionnistes de la CGT et du PCF tentent par différentes manœuvres de briser l'unité et la combativité des grévistes.

(Suite page 5)

SAHARA OCCIDENTAL

BILAN DU FRONT POLISARIO

«Depuis le 18 janvier les membres du Front POLISARIO ont infligé des pertes très lourdes aux armées d'invasion maroco-mauritaniennes», affirme un communiqué du mouvement révolutionnaire saharaoui publié vendredi par l'APS.

Le communiqué précise que «425 soldats des deux armées ont été tués et 180 faits prisonniers». «Tout l'armement a été récupéré» ajoute le communiqué qui souligne :

«Le seul point noir est constitué par les dizaines de milliers de réfugiés (femmes et enfants) éparpillés dans le désert, sans vivres ni eau et soumis aux bombardements marocains».

(Photo Algérie Presse Service)

le monde en marche

Importantes manifestations populaires en Cisjordanie occupée

D'importantes manifestations populaires se déroulent depuis 6 jours dans les principales villes de Cisjordanie occupée, annonce dimanche l'agence palestinienne «Wafa», citant des informations en provenance des territoires occupés.

Ces manifestations, précise-t-elle, ont lieu pour protester contre l'occupation, exprimer le soutien de la population à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et dénoncer le veto américain au Conseil de sécurité.

«Wafa» indique que les manifestations se déroulent à Naplouse, Ramallah, El Bureh et Bethlehem.

Les incidents ont commencé précise l'agence, lorsque des étudiants de Naplouse, de Ramallah et d'El Bireh ont refusé d'assister aux cours pour protester contre le veto américain. La police israélienne a attaqué les manifestants à coups de matraques, arrêtant plus de 160 étudiants dans ces trois villes.

Pour Brejnev, pas de petits profits...

L.Brejnev, chef de file des sociaux-impérialistes russes, a joué un tour à l'un des membres de la délégation américaine lors de la récente visite de Henry Kissinger, révèle le magazine «Time» dans son dernier numéro.

Durant les conversations sur la limitation des armements stratégiques (Salt), Brejnev s'est soudain montré intéressé par la montre-bracelet de prix que portait Helmut Sonnenfeldt, conseiller du Département d'État, et la lui a retirée du poignet. Il a proposé en échange, poursuit l'hebdomadaire américain, une montre de poche de fabrication soviétique. Sonnenfeldt a eu beau protester que sa montre était un cadeau familial, le leader révisionniste soviétique ne l'a pas moins conservée. Il a seulement amélioré quelque peu sa mise en lui offrant une autre montre, de fabrication suédoise.

Brejnev, en guise de consolation, a déclaré à Sonnenfeldt qu'il pourra récupérer son bien si les Etats-Unis et l'URSS parviennent à un accord dans leurs conversations Salt, ajoute «Time».

Des armes pour le Liban ?

Quelque cinq cent mille cartouches ont été saisies à bord du chalutier turc «Olcay» arraisonné en mer de Marmara par un garde-côte de la gendarmerie.

Les cinq membres de l'équipage du chalutier qui venait de la mer Noire ont été appréhendés mais un sixième marin a réussi à s'enfuir en se jetant à la mer.

Les caisses contenant les munitions avaient été transbordées sur le chalutier turc dans le port de Varna (Bulgarie) où l'attendait un cargo dont la nationalité n'a pu encore être établie.

L'«Olcay» s'était rendu en Bulgarie après accord entre le capitaine du chalutier et un Libanais que la police recherche.

COLLECTION «TIERS MONDE EN LUTTE»

Déjà paru :

IL Y A TRENTE ANS... LE 8 MAI 1945
Par Mahfoud Kaddache — l'exemplaire : 4,00 F

PALESTINE GUERRE DU PEUPLE
Par André Colère — l'exemplaire : 5,50 F

ALGÉRIE, VINGT ANS APRES
Par Jacques Jurquet — l'exemplaire : 3,00 F

POUR UNE INDONÉSIE LIBRE ET DÉMOCRATIQUE
Par Jusuf Adjitorop, chef de la délégation extérieure du Comité central du Parti communiste d'Indonésie
Présentation de Régis Bergeron — 48 pages — 12 photographies — l'exemplaire : 4,50 F

ÉDITIONS DU CENTENAIRE
24, rue Philippe de Girard
75010 Paris

AFFRONTEMENTS A BARCELONE

Dix mille personnes environ (selon les observateurs), qui manifestaient en faveur d'une amnistie générale pour les prisonniers politiques, se sont heurtés aux ces de l'ordre dimanche après-midi à Barcelone. Cinq policiers et une douzaine de manifestants ont été blessés. Aucune arrestation n'a, semble-t-il, été opérée.

La police armée a fait usage de matraques, de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogène lorsque les manifestants, qui avaient pu défiler pendant deux heures et demie dans les artères principales du centre de Barcelone (les «Ramblas»), ont édifié des barricades. Les manifestants ont répliqué par des jets de pierres.

Par ailleurs, environ huit mille travailleurs de dix entreprises métallurgiques de la province basque d'Alava, en grève depuis le 9 janvier se sont rassemblés samedi à l'intérieur de l'église de St-François, à Vitoria, où ils ont écouté les comptes-rendus de leurs représentants sur la situation actuelle de leurs revendications salariales.

Les ouvriers, en bleus de travail, se sont rendus au centre de Vitoria afin de manifester, mais ont été dispersés par les forces de l'ordre.

On apprend également que six facteurs des postes de Madrid, arrêtés le 14 janvier dernier, et un employé des Chemins de fer détenu après la réquisition de ces 2 services ont été inculpés de «sédition» et seront jugés par un tribunal militaire, ils seront défendus par un officier désigné d'office.

L'autorité militaire a refusé la demande des accusés d'être défendus par des avocats civils. Les postiers et le cheminot sont détenus à la prison de Carabanchel, dans le quartier des droits communs. Leurs femmes ont demandé samedi leur mise en liberté immédiate ou l'application du régime des détenus politiques. Elles affirment qu'ils ont été arrêtés lorsque, délégués élus du personnel, ils allaient présenter les revendications au délégué militaire, alors responsable de l'administration des postes.

Ces délégués ont été arrêtés, ont affirmé leurs épouses, dans le bureau même de la direction. Deux autres facteurs suppléants arrêtés en même temps ont été accusés «d'aide à la sédition».

Saint-Domingue

VERS UN PARTI MARXISTE -LENINISTE UNIQUE

L'article paru dans l'«Humanité rouge» du 15-01-76 et intitulé «L'unification des marxistes-léninistes en bonne voie» nous a valu une lettre chaleureuse d'un militant d'une des organisations marxistes-léninistes de Saint-Domingue. Voici les précisions qu'il a tenues à nous communiquer.

Les femmes dominicaines manifestant contre l'impérialisme US avant l'intervention militaire américaine. (Photo agence Chine nouvelle).

«Le mouvement marxiste-léniniste en République Dominicaine est relativement jeune et ne prend de l'ampleur que vers les années 1965-70. Pourtant bien avant cette date existaient des cercles se réclamant du marxisme. Leur naissance remontait à l'arrivée des réfugiés de la guerre civile espagnole en 1939. Leur tentative de regroupement aboutissait quelques années plus tard à la création du «Parti socialiste populaire» (PSP). Mais le manque de maturité de ce groupe, l'absence d'une ligne prolétarienne, sa faible implantation dans les masses travailleuses en firent une cible facile pour les forces répressives du dictateur Trujillo.

»A partir de 1947, le mouvement marxiste-léniniste n'existe pratiquement plus comme force organisée. En exil, un petit nombre d'intellectuels se proclamant du PSP tentent d'en prolonger l'action. Mais leur manque total de liaison avec les masses leur enlève toute perspective. Dès lors, le groupuscule allait dégénérer en un noyau révisionniste : à un tel point que même le renversement de la clique trujilliste (1961) ne réussit pas à susciter une scission qui aurait pu concrétiser l'existence d'une aile révolutionnaire.

»Pour voir renaître le mouvement marxiste-léniniste, il faudra, au niveau international, la rupture avec les révisionnistes russes et au niveau national, la crise politique la plus grave qui ait ébranlé la République dominicaine. Crise qui allait provoquer l'insurrection armée du peuple contre l'intervention militaire US.

Une caractéristique marque cette renaissance : contrairement à ce qui s'est passé dans plusieurs pays où les groupes se réclamant du marxisme-léninisme se constituent à partir de scissions des partis devenus révisionnistes, à Saint-Domingue, du fait de la dégénérescence total du PC local, le mouvement marxiste-léniniste se reconstitue à partir du mouvement démocratique anti-révisionniste.

»Il était normal que, dans une première étape, du fait de leur origine et de leur immaturité, les groupes marxistes-léninistes aient été porteurs de nombreuses déficiences tant au point de vue idéologique et politique qu'organisationnel. La plus grave était bien le déclenchement aveugle des tendances sectaires qui obscurcissaient totalement la nécessité de l'unification au sein d'une organisation unique.

L'UNIFICATION EN BONNE VOIE

Mais la dure lutte contre l'impérialisme et ses valets de l'intérieur impliquait de combattre contre la dispersion et l'avant-gardisme. Parallèlement, l'étude et la mise en application des principes du marxisme, du léninisme et de la pensée-mao-tsétoung, concouraient à dégager la juste ligne prolétarienne et à la placer au poste de commandement au sein des groupes.

Cette ligne a emporté aujourd'hui des succès très importants. Par exemple, dans le domaine idéologique, aucune organisation ne prétend se proclamer elle seule le Parti. Toutes considèrent au contraire que la tâche fondamentale est bien celle de sa fondation, plus précisément de sa reconstitution. C'est un coup mortel porté au sectarisme petit-bourgeois. Le communiqué conjoint signé au mois de septembre par «Ligne rouge», «Drapeau rouge», «Voix prolétarienne» et «Voix marxiste-léniniste» précise :

»Toute organisation qui «s'obstine à marcher seule, «croyant se transformer ainsi en «Parti des travailleurs «dominicains» (m-l) loin «d'accélérer le processus ré«volutionnaire et d'en fa«ciliter le cours, ne fera «que retarder et rendre plus «pénible la création de cette «avant-garde politique, in«dispensable à la classe «ouvrière et à la révolution, «et prolongera de ce fait la «domination des réactionnaires locaux et des impérialistes américains».

»Le même communiqué souligne :

» C'est en s'appuyant «sur les expériences du «mouvement pour l'unité «des communistes dans «d'autres pays et en entre«prenant une analyse scien«tifique du mouvement «marxiste-léniniste domini«cain que les organisations «marxistes-léninistes «qu'elles soient faibles ou «fortes, petites ou grandes, «jeunes ou moins jeunes, «doivent opter et travailler «pour l'unité, sur la base «d'un processus de discus«sions et d'analyses et à la «chaleur de la lutte de «masses populaires, en une «seule et solide organisation «politique de classe : le Parti «des travailleurs domini«cains (m-l)».

»Il ressort de tout ceci que l'unification des marxistes-léninistes dominicains est en bonne voie. Cela confirme que partout dans le monde la tendance principale dans le mouvement communiste, marxiste-léniniste, est l'unification sur la base de la pensée-maotsétoung.»

nouvelles intérieures

Accidents du travail

Réformes dans l'air... du vent en perspective

Pour calmer l'indignation croissante dans le pays face à la multiplication des accidents du travail, le ministère du Travail prépare en quatrième vitesse un projet. Ça ne fait pas de mal un projet et ça apaise les esprits s'est dit, sans doute après avoir beaucoup pensé, le ministre du Travail. Voyons donc ce projet «original» : il s'agit d'une part de *«développer le rôle des inspecteurs du travail»* en formant notamment une nouvelle catégorie *«d'inspecteurs spécialisés sur les problèmes de sécurité»*, d'autre part de renforcer les sanctions financières pour les entreprises ayant un taux élevé d'accidents (quelque chose dans le genre «à partir de 10 ouvriers morts : 1 million de francs de pénalité qui iront dans les caisses de l'État...). Telle est la réponse d'un grand bourgeois face aux milliers de crimes annuels du capital dans les entreprises. Se croyant très important un bureaucrate imagine toujours qu'en multipliant le nombre de bureaucrates, les problèmes seront résolus. Or, car il y a un «or», les ouvriers qui ont eu affaire à des accidents du travail, ou qui ont eu à diriger des luttes contre les conditions lamentables de sécurité savent que bien souvent l'inspecteur du travail ferme les yeux. Et pourquoi ferme-t-il les yeux sur les «illégalités» des patrons de grosses boîtes (avec les petits on est moins coulant) ? c'est parce qu'il est attaché par bien des liens à un patronat dont il doit contrôler les usines: Tel patron n'invite-t-il pas régulièrement à déjeûner l'inspecteur du travail responsable du secteur ? Qui irait dire qu'un repas partagé c'est déjà de la corruption ? Personne ne le dit et cela se fait.

Alors mettre deux inspecteurs à la place d'un seul, on imagine ce que cela donnera ! La même chose. Car en système capitaliste la «meilleure» des lois est inapplicable du moment qu'elle lèse les intérêts de la classe dirigeante. Celle-ci s'en sert seulement comme poudre aux yeux pour tromper le peuple.

C'est pour cette raison que seul le peuple en armes peut décider des mesures nécessaires à l'amélioration de ses conditions de vie et de travail et l'imposer par la force et sous le contrôle de tous les ouvriers : mais cela, c'est déjà la dictature du prolétariat !

Giscard de plus en plus «libéral»

Autre réforme «libérale et avancée», directement imaginée à l'Elysée celle-là : celle de la liberté dans l'entreprise. Giscard qui a la cinquantaine ce 2 février est resté aussi insolent qu'un gamin «mal élevé». Sa grande idée en effet, c'est «d'instaurer un droit d'expression des salariés sur leur lieu de travail sous formes de réunions restreintes ou d'assemblées générales». *Avec comme président de séance ou responsable à l'organisation au choix, la maîtrise. Vous vous imaginez, camarades ouvriers, en train de discuter du combat à mener en la présence et sous la direction d'un agent de maîtrise ? A quand les assemblées de quartier dans les commissariats ?*

Après un licenciement

GOOD YEAR CONDAMNEE

La société Good-Year dont le siège social est à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) a été condamnée mercredi après-midi, par la cour d'appel de Rennes (Ille-et-Vilaine) à verser une indemnité de 16 000 F à un de ses anciens employés licencié.

La société qui faisait appel d'un jugement rendu le 5 juillet 1974 par le conseil de prud'hommes de Rennes avait embauché Pierre Valet le 13 février 1968 en qualité d'employé des services administratifs à son dépôt de Lille. En 1970, il était nommé au dépôt de Rennes puis licencié le 15 janvier 1974.

La société Good-Year, pour expliquer cette décision, a évoqué la non-rentabilité de sa succursale de Rennes et s'est retranchée derrière la réorganisation de l'entreprise.

Les premiers juges ont estimé que la société, pour une production égale et même supérieure, recherchait un système lui permettant d'assurer la distribution de ses pneumatiques à moindres frais, ce qu'elle envisageait de réaliser.

La cour d'appel, quant à elle, en se référant aux pièces versées aux débats, a considéré que contrairement à ce qu'affirmait la société, aucune baisse de la production à Rennes n'apparaissait sur les documents et qu'au contraire c'est la société Good-Year qui a décidé de modifier progressivement les structures de sa branche de distribution.

La cour a donc estimé que les motifs du licenciement n'étaient pas fondés et a confirmé le jugement du conseil des prud'hommes.

Malgré cela, Pierre Valet n'a pas été réintégré. Cela prouve que certains points peuvent être marqués en utilisant les contradictions de la bourgeoisie, mais pour le fondamental, seule la lutte de classe et de masse paie.

Ermont (Val d'Oise)

Une histoire comme tant d'autres

Chargée forfaitairement, depuis 1971, du chauffage au gaz naturel de la cité des Chênes à Ermont (Val d'Oise), la Compagnie de production thermique et de distribution (CPTD) a accepté mercredi de négocier un nouveau contrat et propose, sans succès semble-t-il, pour l'instant, de rembourser un «trop perçu» global de 240 000 F pour la saison 1974-1975, aux 1 704 locataires, qui, eux réclament environ 800 000 F par la voix de leur amicale.

A la direction de la Société centrale de la Caisse des dépôts (SCIC), propriétaire de l'ensemble immobilier, on tient à souligner qu'un pareil réajustement est nécessaire en fonction du dérapage des conditions économiques. S'il y a lieu, toujours selon la même source, des régularisations identiques seront effectuées dans les quelques 144 000 logements (soit l'équivalent d'une ville de 500 000 habitants) que l'établissement para-public possède en France.

De son côté, la CPTD reconnaît que son contrat de chauffage avec la cité des Chênes (conclu selon la loi pour 15 ans) a été faussé durant la saison de chauffe 1974-1975 par un hiver très doux.

Enfin toujours selon la compagnie, le chiffre de 800 000 F de trop perçu avancé par l'amicale des locataires, n'est pas «raisonnable». Aux yeux du chauffagiste il ne tient pas compte des très importantes augmentations des salaires des ouvriers de la société durant les années 1974-1975. Mais demandez aux ouvriers ce qu'ils en pensent.

Chacun sait comment ce genre de sociétés a toujours de bons prétextes pour avaler avec rapidité les sommes versées par les locataires : quant à rembourser les trop perçus... c'est toujours une autre affaire. C'est la course au profit maximum tous azimuts. Exploitation des ouvriers de l'entreprise d'un côté, pressurage des locataires de l'autre ; deux faces d'une entreprise faite pour engraisser une poignée de riches.

GISCARD VEUT RASSURER L'ALGERIE

Dans une interview que publie «Le Nouvel Observateur», Giscard d'Estaing cherche à freiner la dégradation des relations entre la France et l'Algérie survenue depuis quelque temps. Il affirme en particulier qu'il y a «ni crise ni tension entre Paris et Alger». Il déclare encore ne pas avoir l'intention de vouloir intervenir dans les affaires intérieures de l'Algérie. Il affirme également être prêt à fournir à l'Algérie les armements dont elle pourrait avoir besoin.

Mais ce sont là des paroles. L'amélioration des relations franco-algérienne exige des actes dans trois domaines en particulier.

La sécurité des travailleurs algériens en France doit être assurée et les crimes racistes réprimés. Rien n'a été fait à ce sujet. Giscard d'Estaing n'a rien dit de l'activité des terroristes anti-Algériens arrêtés récemment à Alger.

Les échanges commerciaux entre la France et l'Algérie doivent être améliorés au profit de ce dernier pays. Jusqu'à maintenant ils demeurent très inégaux au détriment de l'Alégrie. Rien n'a été fait pour améliorer cette situation.

Enfin la France doit reconnaître le droit à l'autodétermination du peuple saharaoui. C'est là en effet la condition pour que disparaisse la tension dans cette région.

A défaut de ces actes, les paroles ne pourront être interprétées que comme des manœuvres.

M. Mohamed Bedjaoui, ambassadeur d'Algérie en France, a accueilli samedi avec satisfaction les déclarations de Giscard d'Estaing.

Cette déclaration, a ajouté l'ambassadeur au micro de France-Inter, aura sans doute «un effet apaisant et positif et je souhaite qu'une série de faits et de dates viennent rapidement améliorer les relations de façon concrète dans tous les domaines.»

Dans une autre interview, accordée à «Antenne 2», avant qu'il ait eu connaissance des dernières déclarations du chef de l'État, M. Bedjaoui, avait constaté «une détérioration dans les rapports entre les deux pays depuis quelque temps». A côté des causes économiques, dues principalement, selon l'ambassadeur, au «déficit grave» de la balance commerciale algérienne vis-à-vis de ses relations avec la France, M. Bedjaoui souligne les difficultés politiques qui affectent les relations Paris-Alger, «par exemple, ce qui se passe au Sahara». L'Algérie, avait indiqué M. Bedjaoui, ne considère pas en effet comme un «geste amical le fait que la France livre des armes, du matériel et des avions à un pays voisin avec lequel nous avons quelques difficultés.»

Moulins:

IL FAUT ACCELERER LE PROCES DU PATRON

Colette Rivière, le bâtonnier du Barreau de Moulins, a déclaré à l'ouverture du procès de Jean Planche, l'entrepreneur de Vichy responsable de la mort d'un ouvrier, Dygas, sur un de ses chantiers, qu'en dépit de la grève des avocats l'affaire, «s'inscrivant parmi les affaires urgentes, ne devrait pas être retardée, car une veuve, a-t-il dit, attend le jugement pour connaître le montant des ressources dont elle pourra disposer».

Quant à Jean Planche, il a déclaré à son arrivée au tribunal qu'il n'avait pas eu connaissance des déclarations du ministre de la Justice sur les responsabilités en matière d'accident du travail. «Je me rends à mon procès, a-t-il souligné, en faisant confiance à la justice»... c'est-à-dire à la justice de sa classe.

L'élection du parlement européen au suffrage universel : LE PS DIVISE

Le Comité directeur du PS a pris position en faveur de l'élection du parlement européen au suffrage universel défendue par Giscard d'Estaing. Cette question fait l'objet de controverses et de divisions dans les rangs des différents partis de la bourgeoisie. Au sein du PS une forte minorité s'est opposée à l'adoption de la motion favorable à cette élection, rejoignant sur ce point les positions du PCF.

La majorité du PS s'est néanmoins déclarée opposée à l'organisation d'un référendum sur cette question. On en comprend aisément les raisons. Un tel référendum ferait apparaître les divergences entre le PCF et le PS et placerait ce dernier dans une position inconfortable. Il n'est pas exclu que Giscard d'Estaing ait recours à ce procédé.

Un précédent existe. En 1972, Pompidou avait déjà utilisé ce moyen à propos de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun. Le PS y était favorable et le PCF hostile. Pompidou avait espéré ainsi diviser «l'union de la gauche» à la veille des élections législatives de 1973. Le PS s'était alors réfugié dans l'abstention.

Le Comité directeur du PS vient d'annoncer qu'il agirait à nouveau de même.

la France des luttes

Rassemblement national ouvrier du 14 février

AIDONS LES MILITANTS DU PCF FIDELES AU MARXISME-LENINISME

Le 8 février prochain, la clôture du XXIIè congrès du parti fondé en 1920 à Tours aura définitivement officialisé le reniement des principes de classe du marxisme-léninisme.

D'ores et déjà des militants de ce Parti sont en complet désaccord avec la suppression de toute référence à la «dictature du prolétariat», qui confère de manière irréversible à leur parti un contenu de classe bourgeois.

Cependant, à l'heure actuelle, ces communistes sincères sont en plein désarroi et ne savent plus vers quelle organisation se retourner. C'est là un phénomène naturel, quand on sait que l'existence du Parti marxiste-léniniste leur a été soigneusement cachée depuis des années, ou qu'elle leur a été présentée sous un jour calomnieux et mensonger lorsqu'ils en ont eu connaissance. Mais nous avons le devoir d'aider ces camarades. C'est pourquoi nous appelons nos militants à agir activement pour inviter tous ces militants à venir constater, de leurs yeux et de leurs oreilles, ce que représentent les communistes marxistes-léninistes de France et leur quotidien «l'Humanité rouge» en assistant au grand Rassemblement national ouvrier du 14 février prochain à la Mutualité, de 14 à 24 heures.

Déjà dans notre courrier arrivent des lettres de membres du PCF, qui expriment leur désaccord avec la ligne «Marchais». Amis et camarades, nous devons tout faire pour que ces travailleurs se retrouvent à nos côtés !

MOTOROLA (Toulouse)

Pour le meeting du 14 février nous avons prévu de faire un panneau sur l'usine Motorola de Toulouse.

Nous sommes depuis plus d'un an touchés par le chômage partiel (32 heures par semaine). La combativité est actuellement assez faible, bien que l'exploitation soit ici de plus en plus «insupportable».

Nous ne savons pas encore si des camarades de travail se joindront à nous ce jour-là. Quoiqu'il en soit nous ferons un panneau expliquant :

— ce qu'est le trust américain Motorola ;

— la grève de 73 : grand élan de violence de la majorité des travailleuses et des travailleurs contre une direction et une maitrise de choc, sabotté par l'UD CGT.

— la lutte, au sein de la section CGT, contre l'absence de démocratie, la soumission aux directives de l'UD et à la ligne politique dictée par le PCF, lutte aboutissant à la démission forcée de deux camarades.

— La situation actuelle à Motorola.

Verrerie DORNEC (Bordeaux)

L'appel de l'Humanité Rouge pour donner la parole à la classe ouvrière suscite un grand enthousiasme parmi nous.

C'est ainsi que nous préparons avec des ouvriers de la «Verrerie Dornec» (900 travailleurs) 3 panneaux que nous apporterons au Rassemblement :

— un sur la situation économique de l'usine ;

— un autre sur les conditions de vie et de travail des ouvriers de chez Dornec et le rôle de la médecine du travail ;

— un autre sur les activités de sabotage de la direction du syndicat CGT de l'usine contre l'unité des travailleurs.

On constate que partout les travailleurs soutiennent notre initiative pour peu que nous expliquions le Rassemblement.

D'autre part, nous allons essayer de faire une petite réunion avec des travailleurs avant le 14 et une autre après le 14 tirant le bilan de la journée car certains travailleurs ne pourront venir à Paris. Mais même s'ils ne viennent pas, ils y participeront à leur manière.

Des lecteurs

Châtellerault (Vienne)

POURSUITE DE LA GREVE A LA SEV MARCHAL

Les travailleuses et travailleurs de l'usine SEV-Marchal (accessoires automobiles) de Châtellerault (Vienne) qui emploie 720 salariés ont décidé de se mettre en grève depuis le 21 janvier, pour l'augmentation des salaires et contre le surcroit de travail dû aux cadences infernales. Cette entreprise a un aspect particulier, elle est composée en majorité d'OS femmes. Avec les cadences et l'humiliation par les chefs, arrive les inévitables crises de dépression. A ce propos, les grévistes demandent d'être pris en considération ce qui n'est pas inscrit dans la plateforme revendicative : la non-humiliation par les chefs.

La CGT, seule sur l'entreprise mène la danse, elle parle de «NÉGOCIER»... alors qu'une grève avait déjà échoué il y a quelques mois par leur trahison; les dirigeants CGT ne cherchent en fait que les négociations à froid. Aujourd'hui encore dans cette grève, la CGT encadre bien le mouvement bien que de nombreux travailleurs ne soient pas d'accord avec les formes d'action que la CGT avance.

Le 29 janvier au cours d'un meeting les dirigeants CGT ont tout fait pour empêcher l'implantation d'une section CFDT dans l'usine, poussant leur travail de sape parmi les ouvrières, en leur disant entre autre que «la CFDT c'est des gauchistes», «des provocateurs».

Les parlottes de négociations CGT ont uniquement satisfait la direction, et n'ont apporté aucune satisfaction aux travailleurs, si ce n'est une maigre proposition de 0,10 F de l'heure sur les 0,50 F demandés.

Devant la détermination de lutter et de poursuivre la grève des travailleuses et travailleurs, les dirigeants CGT sont bien obligés de suivre. Aussi les travailleuses et travailleurs de SEV-Marchal seront vigilants et unis face à la trahison d'où qu'elle vienne.

Correspondante H.R.

VANNES (Morbihan)

LUTTE CHEZ MICHELIN

L'usine Michelin de Vannes comprend 1 200 salariés et est une des 3 usines en France qui produit le fil métallique qui entre dans la fabrication du pneumatique.

Dans un communiqué de presse, la Fédération unie chimie CFDT – qui soutient la grève – indique que :

«Depuis le 5 janvier 1976, les travailleurs de Michelin-Vannes effectuent des mouvements d'une ou deux heures par jours par équipe, bloquant ainsi une grande partie de la production. Le mouvement est suivi par plus de 90 % du personnel. Les travailleurs revendiquent une augmentation générale des salaires de 0,50 F à 1,00 F de l'heure suivant les ateliers (...) Michelin reste une des dernières entreprises du caoutchouc dans laquelle les salaires de base sont individualisés et complétés par une partie dépendant du rendement individuel de chaque travailleur.»

SANTE

Les travailleurs en formation La réunion de Limoges

Réunies les 17 et 18 janvier à Limoges pour élaborer un statut de travailleurs en formation, 5 écoles d'infirmières, 5 écoles d'assistantes sociales, 7 écoles d'éducateurs spécialisés ou moniteurs-éducateurs, une école d'ergothérapeutes proposent les résultats de leur travail dans les écoles et centres de formation du secteur sanitaire et social ; une autre réunion à Grenoble le 23 janvier a fixé les grands axes du travail de mobilisation.

PROJET D'ÉTUDE DU STATUT DU TRAVAILLEUR EN FORMATION DANS LE SECTEUR SANITAIRE ET SOCIAL

En aucun cas, le stagiaire ne palliera le manque de personnel dans les terrains de stage : il ne peut occuper de poste budgétaire.

SALAIRE : équivalent au SMIC et sans engagement de servir, avec les droits de la convention collective de 66 et du statut public. Maintien du salaire antérieur et des acquis pour les promotions professionnelles ou les promotions sociales.

DURÉE DU TRAVAIL : 40 heures de travail ; 10 heures de travail personnel et 30 heures de travail clinique ou scolaire au maximum.

CONGÉS : 48 heures de congé consécutif par semaine (le samedi et le dimanche).

Congés annuel et trimestriel (cf. convention collective de 66 ou le statut intérieur des professionnels).

Congés de maternité et de maladie : 2 propositions à débattre : aucune sanction sur le salaire et sur la formation ; un minimum de rattrapage en ce qui concerne la formation.

TRAVAIL DE NUIT : (service de sécurité : pas d'intérêt de formation) : pour les éducateurs : pas de nuit ; pour les infirmières : idem ou nuit sans responsabilité civile et sans obligation de suivre les cours le lendemain.

AVANTAGES ET INDEMNITÉS : frais de formation pris en charge par le centre de formation (bibliothèques, frais d'inscription, fournitures, matériel professionnel, blouses, etc.) stages de techniques éducatives, gratuité du logement, tarif du personnel pour les repas, remboursement des frais de déplacement, voiture de service ou complément d'assurance payé par l'établissement pour les voitures personnelles (en cas d'utilisation pour transports collectifs).

A L'ÉCOLE : logement de fonction ou chambre, mis à la disposition des travailleurs en formation. Ces logements sont considérés comme des résidences et non comme un internat (pas d'horaire restrictif, respect de la vie privée, etc.) ; prise en charge de tout préjudice physique ou matériel par les établissements (accidents du travail, maladie professionnelle) ; choix des terrains de stage : chaque stagiaire doit avoir deux jours pour choisir son lieu de stage avec déplacement remboursé. Possibilités de consulter la documentation déjà établie sur les différents terrains de stage. Choix sans limite.

ACCOMPAGNEMENT DE STAGE : moniteur de stage remplacé par l'équipe. En cas de conflit, l'évaluation se fait jusqu'au moment de la rupture. Possibilité qu'un formateur et un délégué syndical se déplacent sur le terrain de stage, notamment en cas de conflit.

DROIT SYNDICAL ET POLITIQUE (cf. convention collective de 1966). L'association gestionnaire reconnait le droit au personnel en formation d'adhérer librement à un syndicat ou à un parti politique de son choix et s'engage à ne pas prendre en considération leur appartenance ou non à un syndicat ou à une organisation politique à respecter les opinions ou croyances philosophiques ou religieuses. Droit de grève. Syndicat dans les écoles : 20 heures par mois pour le délégué syndical (ou son suppléant). Le délégué syndical a les mêmes droits que les délégués du personnel.

Droit de regard sur la formation : 3 propositions : pas de participation au conseil technique ou comité de gestion ; participation avec voix consultative ; présence en tant qu'observateur.

Structure et discussion, après Limoges

Ceci est le travail fait à Limoges. Il doit être soumis à la discussion dans chaque école. Chaque région doit se structurer en coordination des comités de mobilisation et préparer des assises (discussions larges touchant l'ensemble des élèves) afin de présenter un projet régional de statut.

Le même travail de structure et de discussion sera ensuite effectué au niveau national (nous nous sommes fixés une échéance en avril) afin que tout l'ensemble des élèves du secteur sanitaire et social, en liaison avec les professionnels, avec le soutien des syndicats, puisse imposer par un rapport de forces favorable «le statut de travailleur en formation» à la session parlementaire de septembre.

D'autre part, les élèves d'Olivet ont été chargés du travail de diffusion d'un bulletin de liaison entre les écoles (élèves infirmiers, assistants sociaux, élèves infirmiers psychiatrie, éducateurs spécialisés, moniteurs-éducateurs, auxiliaires de puériculture, jardinières d'enfants, ergothérapeutes, etc.).

Adresse : collectif national d'Informations ERES, 2032 Rue de Gaulle, 45160 Olivet. Leur envoyer avant le 20 de chaque mois un article rédigé, tapé à la machine ; Olivet, dans le 1er bulletin (écrire pour le leur demander), donnera toutes les précisions techniques face aux problèmes qui se seront posés.

Une élève-infirmière de Montfermeil

la France des luttes

Paris-Rhône (Lyon)

APRES LA GREVE DE 20 JOURS

Un peu plus d'un mois après la fin de la grande grève de novembre, les responsables de la section CFDT et de l'Union des métaux CFDT ont tenu une conférence de presse sur la situation dans l'entreprise et les différentes procédures engagées après les 28 licenciements dus à la répression patronale.

Sur les 8 délégués en instance de licenciement, l'inspecteur du travail a autorisé un licenciement, les autres ont été réintégrés. La direction a fait appel à cette décision auprès du ministre du Travail.

Sur les 20 autres ouvriers licenciés, seulement 4 ont retrouvé du travail : la plupart des portes se ferment quand ils disent venir de Paris-Rhône.

Une grande solidarité s'est faite pour les ouvriers licenciés ou mis à pied : une collecte a été faite par la seule CFDT qui a obtenu 3 fois plus d'argent que la moyenne des collectes ordinaires.

le patron, la maîtrise et les cadres n'en continuent pas moins leur répression : les délégués CFDT ne sont plus reçus par le chef du personnel, les bons de délégation leur sont refusés, on les empêche de parler aux ouvriers ou de se déplacer librement dans le cadre de leur mandat, ils sont mutés.

Tout en ne se faisant pas d'illusions sur le caractère de classe de la justice bourgeoise, les responsables CFDT ont entamé des procédures en justice contre Charrière (le patron).

Le syndicat CFDT demande au tribunal des Prud'hommes la réintégration des ouvriers licenciés. Il porte plainte au tribunal correctionnel pour entrave systématique au droit syndical. La CFDT compte aussi attaquer le patron sur le plan pénal pour la défense des camarades accusés de coups et blessures. Les plaintes à son avis n'avaient servi que de prétexte pour licencier. Les affrontements ont été provoqués par la direction qui n'a cessé d'employer la violence tout au long du conflit.

Enfin la CFDT réclame auprès des référés que soient très rapidement organisées les élections de délégués du personnel, bloquées à tour de rôle par le patron et la CGT.

Un mois après la fin de la grève de 20 jours, malgré le violente répression de la direction, la combativité renaît à Paris-Rhône. Parce qu'il faisait 9 degrés à 7 heures du matin l'atelier d'outillage a débrayé une heure. La direction est rapidement intervenue pour faire poser des joints aux vasistas et s'est engagée à mettre le chauffage plus tôt le matin. Son intervention rapide montre son souci d'éviter toute contagion.

Correspondant HR.

A Vallourec (Noisy-le-Sec)

LA LUTTE SE POURSUIT

(suite de la page 1)

– La direction a versé aux travailleurs pour le mois de janvier un salaire calculé en fonction des heures travaillées en janvier alors qu'elle aurait dû, si elle avait suivi le mode de rémunération habituel, calculer le salaire en fonction des heures travaillées en décembre. Elle espère ainsi – la lutte ayant commencé le 9 janvier – acculer les travailleurs à la reprise en leur coupant les vivres.

– D'autre part, comme préalable aux négociations la direction veut que le syndicat régional CFDT dénonce le rédacteur d'un tract où la direction est traitée d'assassin et de criminel : évidemment pour les capitalistes les accidents du travail (nombreux à Vallourec) ne sont pas des crimes.

Quant aux dirigeants révisionnistes, ils ont une fois de plus fait la preuve qu'ils ne défendaient pas les intérêts de la classe ouvrière ; depuis le début ils essaient de saboter cette grève qu'ils n'arrivent pas à contrôler totalement :

– Ils s'opposent notamment à l'occupation de l'usine réclamée par la CFDT et aussi par des militants de la CGT.

– Des tracts du PCF ont été diffusés dans l'usine pour dénoncer une conférence de presse qui a eu lieu à la Bourse du Travail de Noisy-le-Sec, et où l'Humanité – pourtant invitée – était absente. Selon ces tracts des gauchistes tenteraient de manipuler la lutte et les travailleurs y sont mis en garde contre «les manœuvres de récupération des maoïstes». Des tracts identiques ont d'ailleurs été diffusés par le «Mouvement de la Jeunesse communiste» au lycée de Noisy-le-Sec.

Ces manœuvres de division et de sabotage des dirigeants révisionnistes CGT-PCF traduisent leur mécontentement face à l'opposition qu'ils sentent grandir chez les travailleurs de Vallourec. En outre, des grévistes nous ont dit qu'ils trouvaient révoltantes les déclarations de Marchais sur la dictature du prolétariat.

Correspondant HR.

Manifestation des travailleurs du Livre parisien à la frontière belge

Vendredi 30 janvier, 500 travailleurs du Livre parisien ont bloqué durant l'après-midi, l'autoroute Paris-Bruxelles au poste frontière de St. Aybert près de Valenciennes (Nord).

C'est à bord de plus de 100 voitures particulières que les manifestants ont entrepris de bloquer la circulation en plaçant leurs véhicules sur 4 rangs et en roulant au pas. Brandissant des banderoles réclamant la sauvegarde de l'emploi au «Parisien libéré» et en scandant des mots d'ordre hostiles à la direction de ce journal, ils ont en outre contourné les bâtiments du poste-frontière.

Les revenus des petits paysans ont chuté de plus de 15% en deux ans

Un communiqué nous est parvenu du syndicat Paysans-Travailleurs *qui nous a priés de l'insérer dans nos colonnes. Nous en publions ci-dessous de très larges extraits.*

Communiqué

Les paysans sont victimes d'année en année d'une augmentation constante de leurs charges (engrais, aliments du bétail, matériel, etc.), alors que les prix à la production stagnent. En 1969, il fallait 40 000 litres de lait pour payer un tracteur de 50 C.V., en 1975 il en faut 60 000 litres.

Ce sont surtout les petits et moyens paysans qui voient leur revenu se dégrader le plus (plus de 15 % de baisse en 2 ans) et sont condamnés à la misère ou à l'abandon.

Parallèlement les industries agro-alimentaires et le négoce se développent en faisant de confortables profits, n'hésitant pas pour cela à ruiner un grand nombre de paysans en recourrant massivement aux importations. On le voit actuellement pour le vin comme on l'avait vu en 1974 pour la viande.

De jour en jour, le mécontentement grandit dans les campagnes (manifestations dans le Midi-viticole, dans la région du Cognac, à l'occasion du voyage de Chirac en Bretagne...)

Pendant le même temps nous assistons au déroulement d'un scénario bâti dans la concertation entre la commission de Bruxelles, le gouvernement et le syndicalisme officiel et destiné à détourner le mécontentement des paysans.

La commission fait des propositions de prix scandaleusement basses (6,1 % de moyenne dont 0,6 % pour le lait), ce qui permet à Bonnet et Chirac de se poser en défenseur des paysans par de pseudo-négociations, etc., et à la FNSEA et au CNJA d'organiser des manifestations pour les soutenir : c'est l'objet de la journée d'action du 17 février.

Les Paysans-travailleurs s'associent à toutes formes de lutte des petits et moyens paysans pour une véritable amélioration de leur revenu et la défense de leur emploi (...)

Collectif national paysans-travailleurs

Inculpé d'infraction au code du travail

L'ancien PDG de Renault est condamné à 2000 F d'amende

En février 1975, suite à une grève menée par les caristes de Renault, la direction de la régie avait décidé unilatéralement de mettre en chômage technique plus de 3 000 ouvriers, soit le dixième des effectifs de l'île Seguin.

Prise au soir du 13 février, cette décision de lock-outer les ouvriers avait été affichée dans les ateliers. Contrairement à ce que stipule le code du travail, le comité d'entreprise n'avait pas été avisé de cette mesure. Et c'est seulement le lendemain matin, alors que le lock-out était entré en vigueur, que les membres du comité d'entreprise avaient été convoqués pour une réunion extraordinaire. Il y avait infraction à la loi, et le comité d'entreprise avait porté plainte. Cette attitude et la précipitation dont la direction de Renault avait alors fait preuve manifestaient son inquiétude devant les ouvriers en lutte et sa peur de voir le mouvement s'étendre à d'autres catégories de travailleurs.

Au cours d'une audience, le 15 janvier dernier, Me Courdic-Bouthinon, avocat de Pierre Dreyfus, ancien PDG de Renault, avait d'ailleurs déclaré : *«Cette mesure de mise à pied était devenue urgente pour des motifs de sécurité. Il n'était plus possible de permettre aux ouvriers grévistes de déambuler librement dans les ateliers.»*

Les juges ne se sont pas laissés abuser par cette dérobade, et n'ont retenu que le non-respect à la loi bourgeoise. Et comparaissant le 30 janvier devant la 12ème chambre correctionnelle du tribunal de Nanterre, l'ancien PDG de Renault, Pierre Dreyfus, a été condamné à 2 000 F d'amende, plus 1 000 F de dommages et intérêts pour le comité d'entreprise.

Voilà une bonne chose qui tend à confirmer qu'au sein de la magistrature se développe un courant qui, même s'il n'est pas toujours conséquent, s'oppose aux pratiques qui consistent à protéger et acquitter systématiquement les patrons même lorsque ceux-ci transgressent leurs propres lois bourgeoises.

Grève dans les ateliers de la prison de Melun

Nous apprenons qu'un mouvement de grève dans les ateliers de la maison d'arrêt de Melun a été suivi par la quasi-totalité des détenus pendant 48 heures dans le courant de la semaine dernière.

Les revendications précises des détenus n'ont pas encore été communiquées. L'on sait cependant que de nombreux mouvements de lutte ont eu lieu ces dernières années dans différentes prisons, y compris celle de Melun. Les détenus se révoltaient contre les conditions de détention et notamment contre l'obligation de fait à laquelle ils sont soumis de travailler, à des cadences rapides, pour des salaires dérisoires.

Près de Douai

UN MINEUR RETRAITE EST MORT DE FROID

Un homme est mort de froid jeudi en soirée dans un petit bois de la région de Douai, proche de son domicile.

C'était un mineur, à la retraite. Il souffrait de silicose. Pour se chauffer chez lui, il fallait qu'il aille ramasser du bois mort. C'est à cela qu'il était occupé dans le petit bois où il est décédé.

On n'en parlera pas dans la presse de la bourgeoisie. Ce n'était qu'un vieux mineur, n'est-ce-pas ? Et puis la bourgeoisie ne veut pas prendre le risque de faire grandir encore la haine profonde que le peuple porte au capitalisme, ce système honni qui exploite jusqu'à la moelle, jusqu'à les rendre invalides, les ouvriers, et qui, lorsqu'il n'y a plus de profits à tirer d'eux, les rejette sans même leur donner une retraite suffisante pour qu'ils puissent se chauffer convenablement.

Amis et camarades, souscrivez et faites souscrire pour que «VIVE L'IDEAL COMMUNISTE DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT»

COMMENT SOUSCRIRE POUR QUE LE QUOTIDIEN REMBOURSE SES DETTES

SOIT PAR CHEQUE BANCAIRE, INTITULÉ «HUMANITÉ ROUGE», ADRESSÉ A LA BP 61 – 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT PAR VIREMENT POSTAL, INTITULÉ «HUMANITÉ ROUGE» (AU DOS METTRE : «POUR LA SOUSCRIPTION»), ADRESSÉ ÉGALEMENT A LA BP 61 – 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT EN TIMBRES-POSTES (0,60 F DE PRÉFÉRENCE).

SOIT ENCORE EN SOUSCRIVANT PRES DE NOS MILITANTS QUI VOUS FOURNIRONT CARTES POSTALES DE SOUTIEN OU CALENDRIER 1976.

Total au 29/1	215 142,02	Des sympathisants	50,00	" G. Moquet	7,00	CDHR Spartacus	300,00
		Un professeur CET	5,00	" PTT 3	155,00	" Destrumeaux	2100,00
M. Mme VB	115,00	Suplt au journal		Pour la dictature du prolétariat		" A. Marty	40,00
Suplt. à réabt BM	3,00	Un retraité électricien	1,00	un postier ami de la RPC	2,00	" Aurore	130,00
Suplt. à abt DB	10,00	Supplt au journal	0,50	Anonyme	5,00	" Manouchian	50,00
A. Jdanov M	300,00	CDHR Duffour	66,00	CDHR Fabien	40,00		
Sousc. de masse		" Marty	118,40	" Dimitrov	170,00		
CDHR Chrysostome		" Jdanov Sousc. masse	2,50	" " de masse	4,90	Total au 30/1/76	218 702,32

Communiqué du comité de soutien au peuple saharaoui

Le Sahara occidental traverse en ce moment une période dramatique de son histoire. Au moment où le peuple saharaoui, après des années de lutte armée et de sacrifices, vient de libérer la plus grande partie de son territoire national, le fascisme espagnol et les gouvernements expansionnistes de Rabat et Nouakchott s'associent, à la suite d'un sordide marchandage pour le recoloniser (Accord tripartite du 14 novembre 1975).

Défiant les résolutions de l'ONU ils prétendent mettre en place une administration coloniale commune.

Pourtant, le peuple saharaoui affirme avec force son droit à l'existence, son droit à l'autodétermination et à l'indépendance : droits qui lui ont été reconnus depuis dix années par les Nations unies.

Le F. POLISARIO (Front populaire de libération de Saguiat El Hamra et Rio de Oro), seul représentant authentique du peuple saharaoui se bat maintenant pour s'opposer à l'invasion des forces armées marocaines et mauritaniennes.

- Invasion le 31 octobre 1975 par les troupes d'Hassan II de la zone nord-est (entrée de onze bataillons d'infanterie et de blindés appuyés par l'aviation), alors que les projecteurs étaient fixés sur la marche verte «pacifique» ;

- Attaque des villes de Smara, le 28 novembre 1975, d'El Aïoun, le 11 décembre 1975, de Dakhla (Villa Cisneros) le 8 janvier 1976, avec la complicité de l'armée espagnole*.

- Engagement de troupes mauritaniennes équipées et encadrées par le Maroc dans la région sud (bataille du 10 au 20 novembre 1975 de La Guera dont la résistance héroïque a infligé de lourdes pertes aux envahisseurs).**

LES SIGNATAIRES DE CET APPEL

CONDAMNENT l'accord tripartite, les prétentions marocaines et mauritaniennes à asservir le peuple saharaoui et le génocide en cours.

ILS EXIGENT le retrait immédiat des troupes d'invasion marocaines et mauritaniennes.

ILS DEMANDENT que le Front Polisario qui administre actuellement la quasi-totalité des populations du territoire (même les habitants des villes occupées ont en grande partie rejoint les régions libérées) soit reconnu comme seul représentant légitime du peuple saharaoui ainsi que les envoyés de l'ONU eux-mêmes l'ont constaté.

ILS FONT APPEL à la communauté internationale pour qu'elle fasse appliquer le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et reconnaisse immédiatement la souveraineté du peuple saharaoui sur son pays et sur ses richesses.

ILS APPELLENT toutes les forces démocratiques à exprimer leur solidarité active et concrète en faveur du peuple saharaoui qui, avec un courage et une détermination exemplaires, résiste à la guerre d'extermination entreprise à son encontre.

COMITÉ DE SOUTIEN
AU PEUPLE SAHARAOUI
Information 2 000
32 Rue Peletier - Paris 9è

Signatures et soutiens sont à adresser à :
LES AMIS DU PEUPLE SAHARAOUI
C% Me Viaud D. 28 Rue Lacordaire - 75015 Paris CCP Me Viaud - Paris 25/11/78 - Tél. 033-79-10

** Tortures et massacres odieux et massifs de femmes et de jeunes enfants. Exode des populations à travers un désert où le bétail a été anéanti et les puits empoisonnés par le colonialisme espagnol : nombreux décès par soif, faim, épuisement.*

*** Cette ville a été détruite et ses habitants massacrés après des bombardements intensifs par air, terre, mer.*

Un nouveau périodique trimestriel

VENT D'EST

Textes traduits de la presse chinoise

No 1 – 1er trimestre 1976

Articles, correspondances, débats :

- **la lutte contre le droit bourgeois.**
- **la formation des travailleurs.**
- **bilan du système scolaire en URSS.**
- **sommaires de revues scientifiques chinoises.**
- **pour les hommes et pour les femmes : à travail égal, salaire égal.**
- **critique du roman «Au bord de l'eau».**
- **etc.**

Aux Éditions du Centenaire
24, rue Philippe-de-Girard
75010 Paris

ALBANIE AUJOURD'HUI

La lutte du PTA contre les révisionnistes khrouchtcheviens aux réunions de Bucarest et de Moscou en 1960

dans le numéro de la revue *«Albanie aujourd'hui»* consacré au tome 19 des Œuvres du camarade Enver Hoxha qui vient d'être publié en Albanie le 8 novembre dernier.

No 6 (25) – novembre-décembre 1975 – avec supplément comportant le *«Discours à la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers réunie à Moscou»*, le 16 novembre 1960.

L'exemplaire : 3,40 F

En vente aux librairies :

– Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville 75020 Paris.
– La Force du Livre, 33, rue René-Leynaud 69001 Lyon.
– Le Sel de la Terre, 4, rue Maérchal-Foch 22000 St-Brieuc.

ou, par correspondance, à :

– E-100, 24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

RADIO TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	sur 31 et 42 m
16 h	sur 31 et 42 m
17 h	sur 31 et 42 m
19 h	sur 31 et 42 m
21 h	sur 31 et 42 m
22 h	sur 31, 42 et 215 m
23 h	sur 31, 41 et 206 m

RADIO PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 – 20 h 30	sur 45,7 et 42,5 m
20 h 30 – 21 h 30	sur 45,7 et 42,5 m
21 h 30 – 22 h 30	sur 42,5 et 45,7 m
22 h 30 – 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9 m

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F

	Pli fermé
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 La Source.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!

culturel

Cinéma

«Le bon et les mechants» de lelouch

Dans la lignée de «Lacombe Lucien»

Tout est relatif, n'est-ce pas ? C'est à cette démonstration que nous convie le dernier film de Claude Lelouch.

Lelouch est un réalisateur qui maitrise bien son métier, et qui a compris qu'on pouvait «faire dans l'intellectuel» sans pour autant mettre les producteurs en faillite ; d'ailleurs le producteur c'est lui-même, alors n'allez pas penser que les rentabilités soient toujours «relatives», elles aussi.

Tout est relatif, tout est question «d'humeurs»... Tout est question de circonstances, aussi :

Seules l'humeur et la circonstance font prendre du galon à ce flic dans les salles de torture de la Gestapo au point de le porter aux plus hautes fonctions policières à la Libération.

Seules ces étranges raisons font, sous la bénédiction de Marcellin, à Vichy, blanchir des truands et des assassins en échange de quelques sales besognes effectués pour le compte du maréchal-félon, de ses patrons de Berlin, ou même pour celui, personnel, des caïds de la Gestapo française.

Humeur et circonstance déterminent elles aussi ces trois petits malfrats qui, eux aussi par intérêt personnel, trempent dans ces infâmies puis vont ensuite manger au râtelier de la Résistance qui, compréhensive ne leur demande aucun compte...

Toute cette théorie fumeuse étant enrobé dans un style rétro d'images sépias, de hold-ups en «tractions-citrons», d'air de jazz swing américain et de guinches douteux du quartier Bastille. M. Lelouch fait bien la part des choses dans ce propos nostalgique d'un passé confus, d'autant plus confus qu'il l'a volontairement embrouillé.

Depuis «Le chagrin et la pitié», «Lacombe Lucien», et quelques autres productions de la même veine, il est de bon ton, pour une certaine intelligentsia bourgeoise, de «démystifier» la période de l'Occupation, en renvoyant dos à dos occupants nazis et kollabos d'une part et résistants de l'autre. Comme dit l'agence France Presse, «Lelouch réussit une de ses meilleures œuvres, au rythme alerte et vif, aux personnages colorés mais très vrais psychologiquement, jouée avec finesse et humour, sur une toile de fond de guerre mondiale et de résistance, reconstituée sans faste ni parti pris mais avec authenticité, même si vue à travers le petit côté de la lorgnette historique, avec ses traîtres et ses héros souvent poussés par le hasard plus que par les convictions.»

Pour faire avaler ce poison, on peut bien consentir de ci-delà, à révéler quelques vérités sur les forfaits d'un «beau monde» bourgeois qui, dans sa quasi totalité, a trahi en 1940 et ne s'en est pas souvent porté plus mal par la suite.

De toute façon, on ne cite personne – d'ailleurs c'est du passé et puis justement, regardez mon bon monsieur, ce qu'était elle-même la résistance...—. Car c'est bien là que les tenants de ce courant veulent en venir. C'est infiniment plus insidieux et plus efficace qu'une glorification avouée de Vichy ! Lelouch a très bien su cuisiner sa petite recette : prouver que cette «époque sombre» justifie tout, nivelle tout, donne raison à tout et à tous : les amoureux des grosses cylindrées, du fric et des putains, comme ceux de la patrie envahie : les tueurs fascistes comme les patriotes. Les truands sont sympathiques, les gestapistes sauvent leurs supplicés, les rôles des uns et des autres s'intervertissent, «la bonne humeur et la fantaisie gardent leurs droits.»

Une forme séduisante sert ce film, dont le fond n'en apparaît que plus constellé de suintements nauséabonds d'une idéologie bourgeoise en pleine pourriture. Celle d'une classe qui ne distingue même plus entre les «valeurs» de sa morale, qui ramène l'histoire de sa société à une contemplation fataliste, qui pour tout idéal et toute vérité ne propose plus que l'absence de morale, la nostalgie béate d'un passé dont elle s'acharne seulement à en salir les véritables acteurs. Jusque dans sa pourriture intellectuelle, le capitalisme a cet instinct de contaminer avec lui ceux qu'il opprime. Et c'est surtout ce qu'il faut discerner et combattre.

La projection du «Juif Suss» à Nantes

UNE INJURE A LA RESISTANCE

Mercredi dernier, un film antisémite réalisé par les nazis en 1940 et intitulé «Le Juif suss» était projeté en faculté de droit ; ceci dans le cadre d'une série de projection sur le thème «Cinéma et histoire» organisé par le Centre de recherche politique de la faculté de droit, animé par un «communiste libertaire», Marc Ferro (historien de «gauche»), René Gilson (cinéaste) et... Les cahiers du cinéma.

Ces organisateurs n'ont pas voulu dire que ce film était interdit pour toujours par les mouvements de résistance.

C'est ce qu'on fait des camarades de l'Humanité Rouge, dénonçant ainsi l'insulte faite à la Résistance antifasciste.

Si ce film est projeté hier à Vincennes, aujourd'hui à Nantes, demain ailleurs et après demain partout, l'image restant toujours la même, il sera vu de la même façon qu'en 1940.

Nous voulons bien admettre que le public intellectuel, bien avisé, ne deviendra jamais fasciste (?) mais hier la moitié de la salle s'est vidée avant le débat. Heure tardive, sans doute, mais il y avait aussi beaucoup de curieux venus voir ce film comme s'ils avaient été voir n'importe quel autre film. Mais alors pourquoi cette curiosité ?

Ce n'est pas les bavardages d'intellectuels, de pontes universitaires (quel drôle de maquisard ce Ferro qui injurie ainsi la Résistance !) sur, soi-disant, la nécessité de comprendre la propagande, tout en escamotant totalement la lutte des classes qui fera avancer notre compréhension du phénomène nazi.

La question que nous posons à ces intellectuels, c'est pourquoi passer ce film au mépris de la Résistance ? L'antisémitisme nazi, c'est bien accrocheur, n'est-ce pas ?

Et ces intellectuels ne sont-ils pas eux aussi responsables du manque de témoignage positif sur la Résistance.

Face à cela nous appelons largement à réfléchir sur la portée de ces manifestations, qui ont un sens historique, idéologique, finalement aussi grave que la propagande fasciste actuelle, dans le cinéma commercial.

Nous devons prendre des mesures pour que ce film cesse d'être projeté et qu'ainsi ne soit plus déshonorée la résistance antifasciste.

Correspondant H.R.
Nantes

Mode

Vendredi, à l'émission d'Anne Gaillard sur France Inter

CES MESSIEURS DE LA COUTURE

Tous les matins sur France-Inter, à 10 heures vous pouvez entendre l'émission de la fameuse Anne Gaillard qui sévit un peu partout pour mettre le «pétard». Notre propos n'est pas d'apprécier la valeur (et les limites) de telles interventions sur une radio d'État, mais plutôt d'apprécier la «valeur» du milieu des grands couturiers.

En effet vendredi matin étaient invités à son émission MM. Cardin, Courrèges, De Valmain, Saint Laurent, etc. toute la crème. On a déjà beaucoup dit sur eux mais vendredi c'était particulièrement «gratiné». La caractéristique de l'émission d'Anne Gaillard est d'inviter des «personnalités» sur un thème précis qui répondent aux questions posées par des auditeurs (à cette heure-ci ce sont surtout des auditrices).

Quelle horreur pour ces messieurs de la couture ! Se faire questionner, se faire critiquer (et ce n'était pas méchant) par des gens qu'ils ne connaissaient même pas ! La coupe a été pleine lorsqu'un auditeur s'est demandé pourquoi un pantalon quelconque voit son prix multiplié dès qu'il porte la «griffe» d'un grand couturier. Un de ces messieurs (peu importe son nom, personne ne s'en souviendra plus dans quelques années) s'est esclaffé dans un langage ampoulé «ras-l'bol, ras l'bol, ras l'bol !» Tout était dit. Ses petits poings crispés par la colère, il en avait «marre» de «se faire engueuler par n'importe qui» alors qu'au contraire, il pensait venir à l'émission d'Anne Gaillard pour se faire encenser (sic) lui et ses petits camarades (Cardin en particulier) eux qui font vivre 1 500 personnes (?) et qui représentent «le prestige de la France dans l'exportation». Ça y est ! Ce sont eux ! Les sauveurs de la France (ou du capital ?). Eux qui, non contents de vêtir la grande bourgeoisie puante et les vestiges de la noblesse française, vont aussi couvrir les épaules des bourgeois et bourgeoises des autres pays capitalistes. Le prestige de la France ? De quelle France ? Certainement pas celle des travailleurs qui doivent être pour eux – comme ils l'ont dit à l'émission – des gens quelconques qui sont «au ras des marguerites». Mais prenez garde messieurs qu'un jour ces travailleurs ne vous fassent gouter les racines de ces marguerites qui ne doivent pas être meilleures que celles des pissenlits.

Vu par un de nos lecteurs :

La justice bourgeoise

Lecanuet grondant les patrons responsables de la mort d'ouvriers.

l'Humanité Rouge

enquête

Les dockers algériens du port de Marseille

LA COLERE DES PARIAS

Sur les docks de Marseille existe un véritable apartheid, c'est ce que devait révéler une enquête menée récemment sur place par «l'Algérien en Europe».

Ce sont les travailleurs algériens qui en sont les principales victimes. Par toutes sortes de moyens, refus d'attribution de cartes professionnelles, création de nouvelles catégories de dockers, etc., on leur interdit de travailler. Beaucoup n'ont pu travailler que 46 jours durant les 9 derniers mois ! De plus en plus les dockers algériens se révoltent contre les conditions insupportables qui leur sont imposées. Et déjà en mai dernier ils ont fait grève, en particulier pour l'obtention des cartes professionnelles.

«Eh puis, si ça continue, nous allons occuper un navire. Comme ça, ils seront bien obligés de s'apercevoir que nous existons...». Celui qui parle, ce n'est pas un gauchiste, un «casseur», c'est un docker algérien, Mokhtar D., père de famille, ancien paysan de Kabylie. Ses paroles, mesurées, sont l'expression de la colère sourde qui s'empare des travailleurs algériens sur le port.

«Pour un peu de travail, étouffer sa fierté et courber le dos»

«C'est vrai que nous avons supporté beaucoup plus de choses que n'en auraient supporté la plupart des travailleurs... Parce que pendant plus de 130 ans, on nous a écrasés, on a tout fait pour nous dépersonnaliser, nous convaincre que nous étions inférieurs. Parce que pendant 8 ans, on nous a traqués, emprisonnés, torturés et surtout désignés à la haine de la population. C'est ainsi qu'est né le racisme antialgérien. A force d'être soumis au racisme, d'une part, et à l'exploitation totale du patronat d'autre part, nous sommes devenus craintifs... Tous ceux qui faisaient profession de nous impressionner, d'annihiler nos velléités de demander un traitement égalitaire, tous ceux qui nourrissaient la volonté de nous maintenir dans un état de subordination ont bien réussi».

«J'ai commencé à lutter, ce n'est pas maintenant que je vais arrêter»

Aujourd'hui les choses sont en train de changer. *«Mais il faut du temps pour modifier des comportements anciens. Ce n'est que ces derniers mois que les dockers algériens ont vraiment relevé la tête et ont pris conscience qu'ils forment une force, qu'ils peuvent tout autant que leurs camarades français exiger le respect de leurs droits. Une telle action aurait été impensable en 1969 par exemple.»*

Mokhtar D. souligne : *«J'ai rarement vu un tel engagement depuis la lutte pour l'indépendance. C'est pourquoi je suis sûr que nous finirons par avoir gain de cause. La bataille sera cependant rude parce qu'il ne s'agit pas seulement d'obtenir le rétablissement de nos droits mais il s'agit aussi de créer de nouvelles conditions pour les travailleurs immigrés de la région de Marseille en particulier.»*

«Certains délégués CGT sont réellement racistes»

Un membre du Comités des dockers de Marseille explique pour sa part : *«Il faut dire qu'il règne sur le port le même climat, qu'en ville : le racisme est partout et malheureusement même certains délégués CGT n'échappent pas à ce climat. Ceci explique les inscriptions qu'on peut voir ça et là : "CGT raciste". Je ne dis pas que tous les membres de la section CGT sont racistes. Au contraire. Mais je dis que certains délégués le sont Et nous les connaissons bien. Et nous savons bien qu'ils essayent [illegible]puler tous les avantages que les Algériens ont réussi à arracher. Et cela, nous ne pouvons pas l'admettre.»*

Arezki B. reparle de la grève que les dockers algériens ont faite en mai 1975. Il raconte que le 17 novembre dernier le comité des dockers et des représentants de l'Amicale des Algériens en Europe se sont réunis au siège de l'Union départementale CGT des Bouches-du-Rhône en présence de représentants de l'UD et de la section CGT du port. *«Ils ont enfin promis que 103 cartes* (professionnelles) *allaient être accordées, à titre de rattrapage, à des Algériens, sur les 400 qui devaient être délivrées. Nous leur avons alors donné une liste de 170 noms. Ils ont promis de faire le maximum pour régulariser la situation, d'une manière équitable... Le temps a passé, et la situation s'est encore dégradée...»*

«Il faut voir aussi comment sont traitées les marchandises de notre pays.»

De plus en plus la grogne cède le pas à la colère, à la révolte. D'autant qu'au refus de l'attribution des cartes professionnelles, s'ajoutent d'innombrables mesures de ségrégation et manifestation de racisme.

Le racisme qui sert à «justifier» la surexploitation des travailleurs immigrés, [illegible]racisme par lequel la bourgeoisie et ses bandes fascistes assassinent nos frères immig[illegible]tte bête immonde a toujours provoqué chez les travailleurs la plus grande colère. A Marseille souvent d'ignobles attentats racistes ont été fomentés contre nos frères algériens par la bourgeoisie et ses bandes armées secrètes. Ici des milliers et des milliers de travailleurs français et immigrés manifestent contre le racisme qui divise les ouvriers. (Photo HR)

Chacun peut constater par exemple qu'un sort particulier est réservé aux marchandises en provenance ou à destination d'Algérie. *«Allez seulement jeter un coup d'œil sur le port,* conseille Mokhtar D., *vous y constaterez comment est traité le matériel algérien. Il y a plus de deux mois que des engins de travaux publics et des moteurs de camions sont abandonnes aux intempéries sans aucune protection.»*

C'est également aux compagnies algériennes que la manutention coûte le plus cher. D'abord parce qu'il n'y a aucune surveillance quand un bateau est déchargé, et qu'il est donc facile de détourner quelques caisses. Ensuite parce qu'il y a de nombreuses astuces pour se remplir les poches sur leur dos. Ainsi quand un navire algérien arrive en début de matinee, «on» s'arrange, sous prétexte qu'il n'y a pas d'équipes disponibles, pour le faire décharger de nuit ; ou le dimanche s'il arrive un samedi. De sorte que la compagnie de manutention fait payer plus cher le travail.

Le comble enfin c'est que les émigrés sont presque systématiquement exclus de la manipulation des marchandises algériennes. *«Une bonne partie des marchandises importées et exportées par notre pays transite par le port de Marseille. Ce trafic crée un grand nombre d'emplois. Malheureusement des dockers algériens sont très rarement embauchés pour manipuler les marchandises provenant ou destinées à notre pays.»* dit Mokhtar D.

****

Sur les quais de plus en plus on se pose des questions, on accuse aussi. Et les gens sont tout prêts à donner des preuves, à dénoncer les anomalies. Comme au temps de la lutte pour l'indépendance, les dockers algériens se considèrent comme mobilisés pour défendre leur travail, mais aussi, par la même occasion , les intérêts de leur pays.

Ils ont grogné et à tous les niveaux des gens ont tendu l'oreille et leur ont fait des promesses. Mais rien. Alors ils prennent de plus en plus conscience de ce que l'action menée par les seules voies légales ne paie pas. Et qu'ils occupent un navire ou qu'ils fassent autre chose, ils sont décidés à obtenir réparation de deux injustices : l'attribution des cartes professionnelles et la participation à la manutention des marchandises algériennes

L'exploitation, l'oppression capitalistes, les ouvriers algériens n'ont pas à les subir ; seulement au travail, seulement au bureau de chômage, mais partout, et notamment dans les incroyables conditions de logement qu'on leur impose. (Photo HR)

ON VOIT SUR LES MURS: «CGT RACISTE!»

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt legal : [illegible] 1976